

ASSOCIATION LOCALE ADMR D'AIDE A DOMICILE  
(VALLEE DE L'OGNON)

ZA Les Vernes, 1 Route de la Goulotte

70270 MELISEY

SIREN : 306678293

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
Exercice clos le 31/12/2025

**SAS PROCOMPTA**  
Commissaire aux comptes  
6 rue de Franche-Comté  
Valparc  
25480 ECOLE-VALENTIN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

A l'assemblée générale  
de L'ASSOCIATION LOCALE ADMR D'AIDE A  
DOMICILE (VALLEE DE L'OGNON)  
ZA Les Vernes, 1 Route de la Goulotte  
70270 MELISEY

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION LOCALE ADMR D'AIDE A DOMICILE (VALLEE DE L'OGNON),

### **OPINION AVEC RESERVE**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION LOCALE ADMR D'AIDE A DOMICILE (VALLEE DE L'OGNON) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE**

#### ***Motivation de la réserve***

Réserve pour désaccord : le changement de méthode comptable concernant la détermination de la provision congés payés tel qu'il est décrit dans l'annexe au paragraphe « Changement de méthode comptable », n'est pas traduit comptablement conformément au Règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général puisque l'impact lié à la provision des exercices antérieurs n'a pas été imputé sur les capitaux propres.

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant les modalités d'application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers applicable à compter des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 et ayant conduit à un changement de méthode.

### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos travaux ont notamment consisté à valider l'exhaustivité du chiffre d'affaires en rapprochant les états de gestion avec les recettes comptabilisées.

### **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

### **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Ecole-Valentin, le 15 juin 2026

Le Commissaire aux comptes  
SAS PROCOMPTA  
représentée par Mathieu COMMERCON





# RAPPORT FINANCIER ASSOCIATION ADMR DE LA VALLEE DE L'OGNON

## BILAN

ACTIF					PASSIF		
	BRUT 2025	Amort. / Prov.	NET 2025	NET 2024		PASSIF 2025	PASSIF 2024
<b>B. ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>300 662</b>	<b>-</b>	<b>122 419</b>	<b>178 243</b>	<b>A. CAPITAUX PROPRES</b>	<b>129 496</b>	<b>106 640</b>
B. ACTIF IMMOBILISE	300 662	-	122 419	178 243	A. CAPITAUX PROPRES	129 496	106 640
B2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	299 862	-	122 419	177 443	A4. RESERVES	91 619	61 376
B3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	800	-	000	200	A5. REPORT A NOUVEAU - VIE ASSOCIATIVE	8 284	7 208
<b>C. ACTIF CIRCULANT</b>	<b>277 788</b>	<b>-</b>	<b>277 788</b>	<b>297 311</b>	A6. RESULTAT DE L'EXERCICE	23 244	31 320
C. ACTIF CIRCULANT	277 788	-	277 788	297 311	A7. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	6 349	6 737
C3. CREANCES	36 250	-	36 250	35 739	<b>C. COMPTES DE LIAISON</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
C4. AUTRES CREANCES	93 801	-	93 801	73 060	<b>E. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>2 147</b>	<b>668</b>
C6. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	149	-	149	146	<b>F. DETTES</b>	<b>324 388</b>	<b>375 433</b>
C7. DISPONIBILITES	147 508	-	147 508	186 208	F. DETTES	324 388	375 433
C8. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	79	-	79	2 158	F1. DETTES FINANCIERES	160 923	200 158
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>578 450</b>	<b>-</b>	<b>456 031</b>	<b>482 741</b>	F2. DETTES D'EXPLOITATION	-	1 591
					F3. DETTES FISCALES ET SOCIALES	120 581	116 683
					F5. AUTRES DETTES	320	-
					F5. AUTRES DETTES - CHARGES A PAYER	42 563	57 001
					F6. COMPTES DE REGULARISATION	-	-
					<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>456 031</b>	<b>482 741</b>

RAPPORT FINANCIER ASSOCIATION ADMR DE LA VALLEE DE L'OGNON



COMPTE DE RESULTAT	339AD 2025	339AD 2024	339CS 2025	339CS 2024	Total 2023	Total 2024
<b>A. PRODUITS D'EXPLOITATION</b>						
706 - PRESTATIONS AUX USAGERS	569 912	549 753	166 577	188 829	16 438	738 561
708 - PRODUIT DES ACTIVITES ANNEXES (Mise à Disposition de Personnel, Locations...)	28 903	26 297	8 107	6 684	37 010	5 361
741 - SUBVENTIONS RECUES	70 458	69 228	41 386	40 228	111 844	109 456
756 - COTISATIONS DIVERSES	130	90	-	-	130	90
758 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 127	-	5 043	-	6 170	-
758 - REMBOURSEMENTS DE FRAIS (Formation, Dons)	5 172	4 235	1 190	1 252	6 362	5 486
<b>Total A. PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>675 701</b>	<b>649 602</b>	<b>222 303</b>	<b>236 993</b>	<b>898 004</b>	<b>886 595</b>
<b>B. CHARGES D'EXPLOITATION</b>						
606 - CHARGES COURANTES (Fau. Electricité, Carburants...)	- 1 870	- 1 928	- 7 583	- 7 328	- 9 452	- 9 257
611 - SOUS-TRAITANCE (Animation, Alimentaire, DASRI, Analyses...)	-	-	- 206	- 101	- 206	- 101
613 - LOCATIONS (Immobilières, Véhicules, Photocopieurs, Divers...)	- 773	- 758	- 4 304	- 3 612	- 5 077	- 4 370
614 - CHARGES LOCATIVES	-	-	- 2 829	- 3 518	- 2 829	- 3 518
615 - ENTRETIEN ET REPARATION (Biens Immobiliers, Véhicules, Matériels divers)	- 886	- 182	- 780	- 526	- 1 665	- 708
615 - MAINTENANCE INFORMATIQUE	- 4 907	- 4 298	- 1 138	- 2 331	- 6 045	- 6 628
616 - ASSURANCES (Bâtiment, Habitation, Véhicules...)	- 1 892	- 1 616	- 2 407	- 1 864	- 4 299	- 3 480
618 - AUTRES CHARGES EXTERNES (Documentation, Frais de réunion...)	- 168	- 240	- 52	- 48	- 220	- 288
621 - PERSONNEL EXTERIEUR (Intérim, Mise à disposition de personnel, Evalueur/trice...)	- 9 267	- 9 434	- 112	- 16 710	- 9 379	- 26 144
622 - HONORAIRES (Soins infirmiers, Démarche Qualité...)	- 1 731	-	- 3 601	-	- 5 332	-
623 - RELATIONS PUBLIQUES (Publicité, Cadeaux...)	- 1 045	- 1 024	- 285	- 285	- 1 330	- 1 309
625 - MISSIONS ET DEPLACEMENT (Déplacements Salariés et Bénévoles)	- 47 152	- 47 736	- 4 035	- 5 073	- 51 187	- 52 809
626 - AFFRANCHISSEMENTS ET TELECOMMUNICATION	- 1 323	- 232	- 7 101	- 7 388	- 8 423	- 7 620
627 - FRAIS BANCAIRES	- 154	- 132	- 627	- 444	- 781	- 576
628 - AUTRES COTISATIONS ET DONS	- 177	- 163	- 36	-	- 213	- 163
628 - PRESTATIONS EXTERIEURES (Blanchissage, Nettoyage, G.E.D....)	- 1 540	-	- 1 580	- 675	- 3 120	- 675
630 - IMPOTS ET TAXES (Taxe sur les salaires, Impôts Locaux, Impôt Société...)	- 17 903	- 15 445	- 5 374	- 5 692	- 23 276	- 21 138
640 - CHARGES DE PERSONNEL (Rémunération du Personnel et Charges Patronales)	- 512 117	- 461 489	- 144 330	- 168 176	- 656 447	- 629 665
641/791 - REMBOURSEMENT U - IFC - CONTRAT AIDE - EXONERATION ZRR	- 49 679	- 38 760	-	- 16 202	- 49 679	- 54 962
654 - PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	-	-	- 1 104	-	- 1 104	-
658 - CHARGES DIVERSES	- 134	-	-	-	- 134	-
658 - COTISATIONS NATIONALES ET FEDERALES (U.N.)	- 1 645	- 1 676	- 415	- 366	- 2 060	- 2 042
658 - FRAIS DE SIEGE	- 93 136	- 89 381	- 14 200	- 15 502	- 107 336	- 104 883
658 - PEREQUATION VERSEE	- 11 025	- 25 023	- 3 332	- 3 001	- 14 357	- 28 024
680 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	- 1 479	- 668	- 8 446	- 8 460	- 9 925	- 9 128
<b>Total B. CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>- 660 643</b>	<b>- 622 666</b>	<b>- 213 878</b>	<b>- 234 899</b>	<b>- 874 520</b>	<b>- 857 565</b>
<b>C. PRODUITS FINANCIERS</b>						
761 - PRODUITS FINANCIERS	1 382	528	-	-	1 382	528
<b>Total C. PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>1 382</b>	<b>528</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 382</b>	<b>528</b>
<b>D. CHARGES FINANCIERES</b>						
661 - CHARGES FINANCIERES (Intérêts des Emprunts...)	-	-	- 3 269	- 3 663	- 3 269	- 3 663
<b>Total D. CHARGES FINANCIERES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 3 269</b>	<b>- 3 663</b>	<b>- 3 269</b>	<b>- 3 663</b>
<b>E. PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>						
771 - PRODUITS EXCEPTIONNELS (Régularisation des Comptes de Tiers...)	-	1	-	5 920	-	5 921
<b>Total E. PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>5 920</b>	<b>-</b>	<b>5 921</b>
<b>F. CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>						
671 - CHARGES EXCEPTIONNELLES (Pénalités, Impayés Clients, Régularisation Compte de Tiers...)	-	224	-	1 599	-	1 823
<b>Total F. CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>-</b>	<b>224</b>	<b>-</b>	<b>1 599</b>	<b>-</b>	<b>1 823</b>
<b>G. VIE ASSOCIATIVE</b>						
618 - CHARGES VIE ASSOCIATIVE	- 393	- 244	-	-	- 393	- 244
708 - PRODUITS DE LA VIE ASSOCIATIVE	40	-	-	-	40	-
741 - SUBVENTIONS COMMUNALES	1 600	1 320	400	250	2 000	1 570
<b>Total G. VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>1 247</b>	<b>1 076</b>	<b>400</b>	<b>250</b>	<b>1 647</b>	<b>1 326</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>17 688</b>	<b>28 318</b>	<b>5 556</b>	<b>3 002</b>	<b>23 244</b>	<b>31 320</b>